

Retour sur une semaine de grand danger...

Selon Alpha Condé « on ne change pas une routine qui gagne »

Il n'y a que ceux qui profitent du système, qui étaient certains de la victoire proclamée de leur champion. En Novembre 2010, certains membres de l'alliance Arc en ciel – dont je faisais partie comme membre du Fudec de François Louncény Fall¹ - avaient reçu les résultats des élections du deuxième tour, 3 jours avant leur publication officielle par la CENI. À l'époque à part l'UFDG et ses alliés, tout le monde n'en avait cure. Certains avaient pourtant constaté des résultats improbables, mais la terre a continué de tourner...

Comme Alpha Condé bénéficiait de complicités internes (Sékouba Konaté, la CENI, voire la Cour constitutionnelle) et extérieures (Bernard Kouchner, alors Ministre français des Affaires étrangères et initiateur du « droit d'ingérence », sic), il avait pu de manière arrogante s'auto-proclamer - avant les résultats officiels -, vainqueur d'élections, qu'il était sûr – sur le papier, mais pas dans les urnes – de gagner². Qui a la mémoire courte, pour reprocher à Cellou Dalein Diallo aujourd'hui d'en faire autant, avec cette différence que ce dernier s'appuie sur les résultats sortis des urnes, et non sur des résultats tronqués et/ou truqués de la CENI. C'est un peu la martingale d'Alpha Condé, « *fais ce que je dis, mais ne fais pas ce que je fais* », qui illustre la maxime de l'arroseur arrosé.

Cellou Dalein Diallo a enfin compris – il était temps - qu'il devait suivre l'exemple de son « mentor », qui a encore utilisé la recette en 2015, sans s'embarrasser de fioritures cette fois, recette qu'il aurait voulu reproduire une nouvelle fois, dans la mesure où « on ne change pas une routine qui marche ! ».

Un régime illégitime dès l'origine

Je ne reviens pas sur les conditions rocambolesques, voire ubuesques de ce régime pour dérouler son agenda, comprenant comme à l'accoutumée de nombreuses violations légales, car cela a déjà été abondamment commenté.

Je ne reviendrais pas non plus sur les habitudes de ce gouvernement, qui n'organise les élections que pour les gagner, et qui utilise tous les stratagèmes habituels pour « bourrer les urnes ». Ils ne se cachent même plus, de sorte que les nombreuses vidéos qui ont circulé cette semaine sont très explicites : certaines montrent que la Fossepel confisque les urnes avant leur dépouillement dans les bureaux de vote, d'autres montrent que des assesseurs remplissent eux-mêmes les bulletins de vote au nom d'électeurs fantômes (en mettant des croix sous la photo d'Alpha Condé), d'autres encore montrent des « observateurs internationaux » se partageant des sommes d'argent...

Alpha Condé ne se maintient au pouvoir que par le tir à balles réelles sans sommations, et en toute impunité contre la population, et particulièrement des sympathisants de l'UFDG, constituant la règle, afin de décourager toute tentative de contestation. Celui qui s'auto-proclame démocrate, ne jure que par la violence et non par le débat contradictoire.

1 Celui-ci avait décidé seul et sans concertation – comme d'autres leaders d'ailleurs -, son ralliement à l'un des 2 candidats du deuxième tour, Alpha Condé en l'occurrence.

2 Alpha Condé lui non plus n'avait pas attendu l'annonce officielle de la CENI, pour se proclamer vainqueur de l'élection, lors d'une conférence de presse à Conakry. « *Moi, je sais que j'ai gagné. J'ai gagné 4 communes sur 5 à Conakry, toutes les préfectures de Basse-Guinée à part Boké, toutes les préfectures de la Forêt et de la Haute-Guinée. Comment voulez que je ne gagne pas ?* » avait-il affirmé, certain de ce qui allait être publié peu de temps après (Jeune Afrique du 15 Novembre 2010).

Le 18 Octobre dernier, la Guinée a choisi un nouveau président ?

Sur le principe on pourrait admettre que le peuple souverain puisse vouloir qu'un chef d'État rempile une troisième, voire une quatrième fois. Encore faut-il que les élections soient réellement transparentes pour que le peuple soit sûr que sa voix soit entendue.

Pour une fois, Alpha Condé n'a pas vu venir Cellou Dalein Diallo, car à force de lui marcher dessus, il a du considérer que ce troisième mandat n'était qu'une formalité, puisque personne n'a pu modifier son agenda personnel, qui violait toutes les règles, et en se permettant même de modifier le contenu de la constitution après une soi disant consultation ; du jamais vu dans le monde, qui n'a pas déclenché la moindre réaction de pays extérieurs, pourtant sourcilieux formellement du respect de la loi. On a l'impression que les gouvernements quels qu'ils soient, sont autorisés à agir n'importe comment, mais les autres doivent respecter la loi.

S'appuyant sur les résultats sortis des urnes dans la plupart des circonscriptions³ – y compris en Haute Guinée où l'UFDG est interdite de séjour -, Cellou Dalein Diallo a pu valablement annoncer des résultats probants, allant même jusqu'à proclamer sa victoire, ce que le gouvernement lui reproche et justifierait sa séquestration à son domicile. Mais fallait-il attendre que la CENI fasse son cinéma, consistant à dérouler un film déjà vu - car en boucle depuis 2010 -, ce qu'elle a fait de toute façon, un peu différemment cette fois.

Pour couper court aux déclarations futures de Cellou Dalein Diallo, - y compris ce jour du 25 Octobre où une conférence de presse était pourtant prévue -, celui qui se fait appeler professeur de droit, mais qui montre quotidiennement que le droit ne consiste qu'à appliquer ses décisions, a décidé de faire taire son adversaire, alors que la campagne n'était pas encore terminée. Aucune réaction des autres candidats à la présidentielle (approuvent-ils ?), ni des différentes communautés régionale et internationale !!!

Lorsque le lendemain de la déclaration de victoire de Cellou Dalein Diallo, l'UFDG a expliqué comment et pourquoi son leader s'était déclaré vainqueur des élections, la réaction gouvernementale a consisté à occuper et à dévaster le siège du parti (à la recherche des fameux PV ?), avec sa logique que tout le monde doit accepter le jeu de bonneteau, consistant à faire avaler aux Guinéens sa nouvelle règle du jeu intangible depuis 2010 : soit le RPG gagne, soit l'UFDG perd, aboutissant inlassablement à proclamer Alpha Condé (ou le RPG) vainqueur par KO au premier tour de toutes les élections.

Aujourd'hui ceux qui s'accrochent au pouvoir, déjà surpris (et contrariés ?) que Cellou Dalein Diallo se soit présenté aux élections – en vertu du principe que les absents ont toujours tort -, veulent stigmatiser les dangers extérieurs (djihadisme) et surtout les périls intérieurs, en accusant l'UFDG de terrorisme, dans l'espoir que les Guinéens, voire la communauté internationale, fassent un raccourci binaire entre ces « supposés » terroristes et les djihadistes qui sévissent au Mali voisin. Ce régime voudrait montrer que sa sécurité (contre les peuls ?) est nécessaire à la tranquillité des Guinéens et suppose une violence d'État ?

Mais comme l'affirmait Benjamin Franklin, l'un des pères fondateurs des États-Unis (1706-1790), « *un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finit par perdre les deux* ».

3 On rappelle que même la Cour constitutionnelle avait rendu une ordonnance – à la veille du scrutin présidentiel - pour imposer à la CENI, de prendre toutes les mesures en vue de remettre à chaque représentant des candidats, une photocopie lisible du procès-verbal de dépouillement des résultats provisoires, conformément à l'esprit de l'article 85 alinéa 4 du Code électoral.

Que Alpha Condé se comporte en roi fainéant⁴, que les Guinéens soient divisés comme jamais (grâce à la discrimination non dissimulée d'Alpha Condé et à sa politique clivante), que les Guinéens aient de plus en plus faim, que des militants de l'UFDG soient tués à Conakry, que des Guerzés qui osent se rebeller contre les Koniankés à N'Zérékoré subissent des massacres... bref plus la Guinée s'enfonce dans la médiocrité et plus les Guinéens s'appauvrissent, plus la côte d'Alpha Condé est en hausse !!! On espère donc que ses promesses (faire revenir la pluie en Guinée grâce à la nouvelle constitution), qui n'engagent que ceux qui les écoutent, n'aboutissent pas, car elle sonnerait le glas de ce régime !!!

Le silence assourdissant de la communauté nationale, régionale et internationale

Puisque la CENI n'a pas donné tous les résultats dans les 72 heures comme l'y obligeait la loi – elle réclame pourtant à Cellou Dalein Diallo de la respecter –, la campagne électorale – un deuxième tour restait toujours possible –, n'était pas terminée, on ne comprend pas le silence des 10 autres candidats⁵, lorsque la police a :

- séquestré Cellou Dalein Diallo chez lui (pour quels motifs ?),
- saccagé le siège de l'UFDG, dans l'espoir de récupérer les fameux PV, qui embarrassent le déroulement du film, dont tout le monde connaît la fin (le « spoil » devenant risible).

Quelle légitimité possède la CENI, qui :

- a pourtant organisé des élections communales il y a plus de 2 ans, mais n'a même pas installé les maires sur l'étendue du territoire ?
- doit donner les résultats définitifs dans les 72 heures, mais qui a pris presque une semaine pour indiquer ses résultats⁶ et proclamer comme d'habitude, son candidat vainqueur par KO au premier tour ?

De la même façon, que dire de la Cedeao, qui s'est fourvoyée ces derniers temps, si prompte à donner des leçons aux Maliens, mais qui se tait sur les meurtres perpétrés en Guinée ?

Que dire enfin de la communauté internationale, de la France d'abord, puis de l'Europe (seul un groupe du parlement européen a réagi tardivement), qui ne dit mot, malgré les morts et les comportements scandaleux du pouvoir. Seuls les États-Unis et l'ONU, ont demandé de la retenue aux autorités guinéennes.

On peut imaginer que la France, bien plus préoccupée par la situation en Côte d'Ivoire que celle de Guinée, ne veut sans doute pas donner de « munitions » à l'opposition ivoirienne, en soutenant, même du bout des lèvres, celle de Guinée, car il est fort probable que la situation guinéenne s'y reproduise. Elle préfère donc envoyer des sous-fifres (la Cedeao), qui ne régleront rien, puisqu'ils défendent par principe les régimes en place, quand bien même ceux-ci seraient illégitimes.

Deux mandats pour rien ? Vive l'alternance...

Les Guinéens veulent à manger, du travail, la réconciliation, entendue comme des médiations pour apaiser les rancœurs du passé liées aux nombreux contentieux restés impunis⁷ et qui

4 Sa seule réalisation consiste à avoir bradé les ressources naturelles de Guinée aux Chinois, contre la construction du barrage de Kaleta. Accessoirement il a permis à des trafiquants de drogue de recycler leurs avoirs dans la construction d'hôtels, dont on perçoit mal l'utilité actuelle, compte-tenu de l'état sanitaire de Conakry.

5 Certains se sont exprimés pour condamner l'UFDG, qui enverrait selon eux, ses militants à une mort certaine, autrement dit, ils ont intégré et accepté qu'un régime de barbares puisse tirer à balles réelles et tuer femmes et enfants.

6 Ce sont toujours les mêmes : Alpha Condé sera majoritaire partout en Guinée, sauf au Fouta et à Ratoma, ce qui sera conforme à ce que veut montrer Alpha Condé. À titre d'illustration incohérente, Cellou Dalein Diallo serait plus populaire à Kankan que Ousmane Kaba, qui n'est donc qu'un nain dans sa propre circonscription. De qui se moque t-on ?

crystalliseront les tensions entre Guinéens aussi longtemps que resteront dans l'ombre ces dossiers. La saleté – pourtant un dossier prioritaire et non - est présente à Conakry... (une véritable honte) et manifestement cela ne gêne pas Alpha Condé.

Aussi l'opposition ne doit plus laisser faire, et continuer à tendre la joue, d'autant qu'il ne faut pas compter sur l'hypocrite « communauté internationale » pour agir. Cette dernière, qui pratique le fétichisme électoral, en réduisant l'exercice démocratique au rituel des élections, élections validées internationalement même quand la fraude est massive, les reconnaît comme justes et transparentes, en qualifiant finalement le pays de « démocratie » au mépris des réalités.

Cellou Dalein Diallo a commencé à s'affirmer, en ayant appris à ses dépens que le pouvoir ne se transige pas et qu'il faut le prendre lorsque l'opportunité et les raisons objectives de le faire existent. Il s'est couché en 2010 au mépris des réalités de l'époque (il avait largement remporté les élections), passant pour un faible aux yeux de tous ; or il a enfin compris qu'on marchait sur les faibles et que la gentillesse ne paie pas en politique. Il a cru naïvement qu'on lui renverrait l'ascenseur et est tombé des nues maintes fois. Aujourd'hui il ne veut pas lâcher cette fois, car il sait que la victoire est au bout de la lutte.

Certes ce n'est pas simple de lutter contre des régimes dictatoriaux en Afrique (ça se saurait), surtout contre ceux qui n'ont aucun respect de la vie humaine, et sont prêts à tout pour se maintenir, mais il faut au moins essayer en utilisant tous les moyens divers utiles pour y parvenir. Avec l'opposition, le peuple doit faire entendre sa voix, ne serait-ce que pour faire coïncider le résultat réel des élections avec sa volonté.

Car l'unique priorité aujourd'hui est de chasser Alpha Condé du pouvoir, pour faire cesser le viol du pays par un escroc, c'est-à-dire un individu, qui s'est vu remettre les destinées du pays en trompant les Guinéens, mais surtout qui veut continuer à le faire.

La semaine qui se termine a été fertile en rebondissements (mais aussi en crimes impunis), mais celle qui s'ouvre va être décisive, puisque le FNDC opposé par principe à un troisième mandat, a appelé à des manifestations illimitées dans le temps, alors que jusqu'à présent, seule l'UFDG avait réagi. Afin de décourager toute velléité de contestation, Alpha Condé a fait appel à l'armée pour réprimer la population, alors qu'il affirmait pourtant qu'elle est républicaine.

Il va pourtant y avoir un vrai problème de conscience pour cette armée, notamment si la population manifeste. Car si jusqu'à présent il était simple pour les lâches « forces de sécurité » d'Alpha Condé, de tirer sur des militants ou sympathisants de l'UFDG, assimilés abusivement aux « peuls » (on n'hésite même pas à tirer à balles réelles et à tuer femme et enfant de 3 ans !!!), le problème sera différent si d'autres composantes de la population (soussous, forestiers et même malinkés) sortent pour faire entendre leurs voix.

C'est donc la semaine de tous les dangers, mais pas forcément pour ceux qu'on croit...

Gandhi, citoyen guinéen

« Dans tout État libre, chaque citoyen est une sentinelle de la liberté qui doit crier, au moindre bruit, à la moindre apparence du danger qui la menace ». (Robespierre, Discours sur la liberté de la presse, Mai 1791).

7 Une liste non exhaustive peut comprendre les crimes du régime de Sékou Touré, le dossier de Kaporo rails à titre d'illustration de nombreux autres contentieux de même nature, les assassinats de 1985, les massacres du 28 Septembre 2010, ceux de Koulé et de N'Zérékoré en Juillet 2013...